

# Témoignages

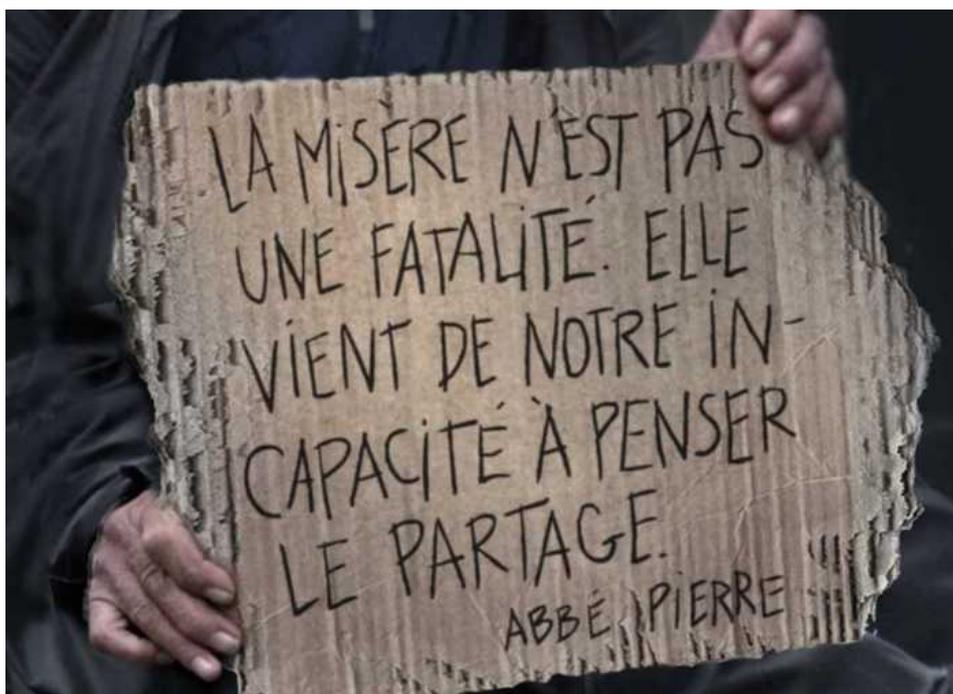
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°197020- 76ÈME ANNÉE

## LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : L'ABANDON DE LA JEUNESSE

Dans le panorama de la pauvreté, il est une catégorie encore plus inquiétante que les autres, les jeunes. En France, 13,6% de la population vivait sous ce seuil en 2016, selon l'INSEE, soit environ 9 millions de personnes. Les jeunes actifs sans diplômes sont les plus touchés par cet état de précarité.



La pauvreté concerne en premier lieu, les jeunes adultes (de 18 à 29 ans), catégorie d'âge pour laquelle la progression a été la plus forte ces quinze dernières années : leur taux de pauvreté a augmenté de 8,2 % à 12,5 % entre 2002 et 2018, soit une progression de 50 %. Leur sort n'a rien à voir avec celui des enfants (les moins de 18 ans) : il s'agit de jeunes adultes, souvent peu diplômés, qui peinent à s'insérer dans le monde du travail et qui sont contraints de vivre avec de très bas revenus (indemnités de stage, bas salaires, soutien parental, etc.).

Les 18-25 ans n'ont pas le droit – sauf rares exceptions – aux minima sociaux. Au total, un million d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté. La situation est d'autant plus préoccupante avec les effets de la crise sanitaire. La seconde vague économique va fermer le marché du travail à toute une génération de jeunes.



A La Réunion, nous comptons 175 000 jeunes de moins de 29 ans, soit 21% de la population. Le taux de scolarisation après 20 ans est de 40% pour les hommes et 32% pour les femmes soit 17 point de moins qu'en France. A l'intérieur du groupe des jeunes sortis du système scolaire, 30,3% le sont sans diplôme. Au vu de ces caractéristiques, la jeunesse réunionnaise est encore plus concernée par la pauvreté.

Pour rajouter à la difficulté, les jeunes de moins de 25 ans n'ont même pas droit au revenu de subsistance. Malgré la multiplicité des dispositifs et des acteurs, la jeunesse réunionnaise se retrouve seule face à la pauvreté. Ce qui entraîne ensuite des situations de cohabitation dans les logements, un soutien parental encore plus fort qu'ailleurs, souvent aussi de la violence et des comportements à risque.

La question centrale est l'autonomie de la jeunesse. Le système est conçu sur la subordination d'un jeune à sa famille. Les bourses sont d'ailleurs toujours accordées selon les ressources des parents. Il serait intéressant d'inverser les paradigmes et de mettre en place un revenu universel pour les jeunes de moins de 25 ans. Il serait un socle garanti qui serait modulé ensuite selon la situation. Mais d'autres formules existent, le plus important est d'agir sans attendre.

La question de la pauvreté est une question centrale dans un pays connaissant une situation sociale « hors norme ». Il est criminel de placer les jeunes dès leur majorité dans la grande précarité. Cette question est essentielle parce qu'il y a une chose qui ne peut pas attendre, c'est la faim.

**David Gauvin**

## INSTANTS DE SOLIDARITÉ ENVERS LES CHAGOSSIENS.

Jeudi 3 décembre 2020, le Comité Solidarité Chagos Réunion, représenté par Georges Gauvin et Alain Dreneau, le Mouvement Réunionnais Pour la Paix, représentée par Julie Pontalba et des camarades du Port, ont organisé un moment convivial en l'honneur de Caroline Laurent, lauréate du prix des lecteurs Roman Métis pour son livre « *Rivage de la colère* » qui met en scène la déportation du peuple chagossien.



Elle a pu prendre connaissance des activités de solidarité réunionnaise en faveur des Chagossiens ainsi que des anecdotes d'intérêts communs. Nous avons eu 2 moments émouvants. C'était lors de l'échange direct avec Olivier Bancoult et lorsque Caroline Laurent a découvert la « Rue des Chagos », inaugurée par Paul Vergès et Rita Bancoult.

Ce sont des rencontres comme celles-ci qui donnent du sens aux actions de solidarité que mènent les Réunionnais en faveur des peuples en souffrance par la bêtise humaine. Caroline Laurent a annoncé la sortie prochaine de son livre en format poche.



# ÉDITO

## LA REPRISE EN MAIN DU LOGEMENT SOCIAL PAR LE POUVOIR CENTRAL

**A La Réunion, plus qu'ailleurs la place du logement social dans la politique d'habitat est centrale. En 2015, une famille sur quatre habite dans un logement social.**



Jusqu'à la départementalisation, l'habitat à la Réunion est en grande partie informel. Depuis leur création (SIDR créée en octobre 1949, SEDRE en 1968, SHLMR en 1971, SEMADER, SODEGIS, SODIAC, SEMAC entre 1985 et 1991), les bailleurs sociaux ont permis un rattrapage structurel considérable, en offrant à une population encore très pauvre d'accéder à des logements construits aux normes métropolitaines et en éliminant progressivement les bidonvilles.

Nous nous souvenons du cœur saignant au Port, mais aussi de tous les bidonvilles dans lesquels vivaient notre peuple.

La caractéristique principale de ces organismes, est la place, qu'avaient en son sein les collectivités locales, que ce soit le Département pour la SIDR, la mairie de Saint Denis pour la SODIAC ou encore les communes communistes pour la SEMADER. Mais depuis quelques années deux nouveaux acteurs sont apparus, CDC Habitat et Action Logement. CDC Habitat est l'opérateur de logement social de la Caisse des Dépôts et de Consignation, le bras armé financier de l'État, collecteur du livret A. De l'autre côté, nous avons Action Logement qui est le collecteur unique du 1% logement.

Avec méthode ces deux acteurs ont avalé tous les bailleurs sociaux. Du côté de la CDC Habitat nous avons la SEMADER, la SIDR, Appavou, la SODIAC. Du côté d'Action Logement nous avons la SHLMR, les logements intermédiaire de CBO Territoria à partir de janvier 2021. Il demeure deux bailleurs fragiles la SEMAC et la SODEGIS qui bizarrement sont pris pour cible par la chambre régionale des comptes.

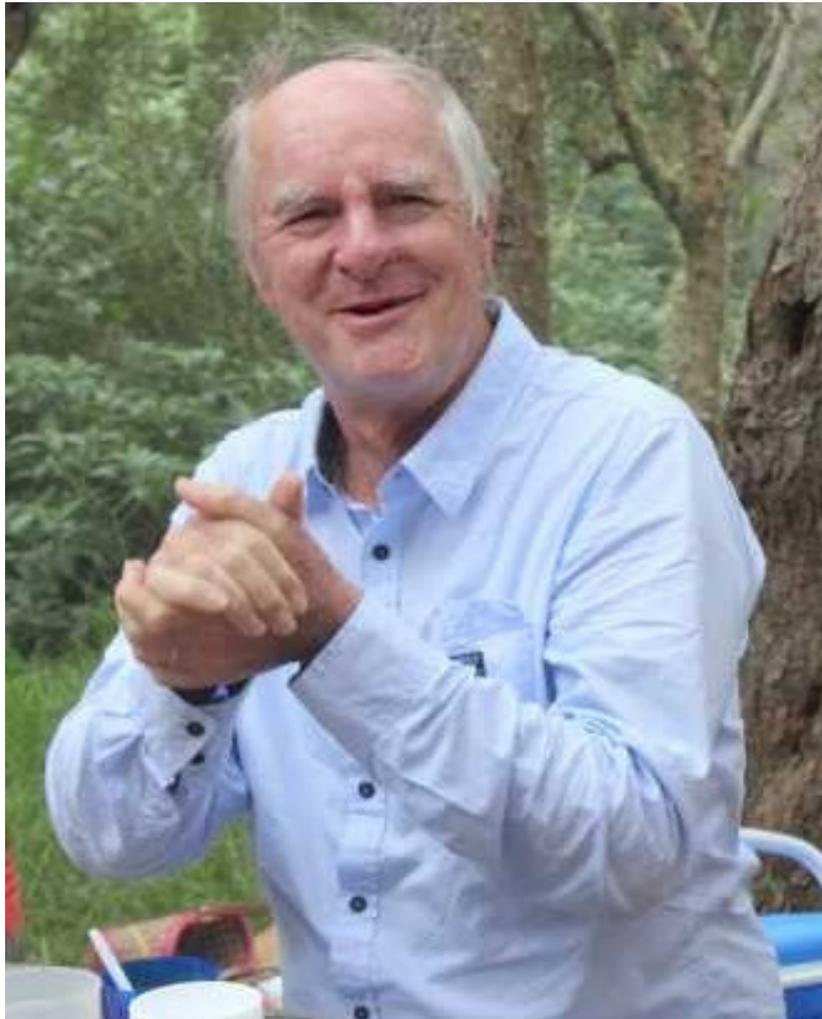
En réalité, l'Etat a opéré une recentralisation du logement social à la Réunion par le biais de ces deux opérateurs. Ils ont en silence réalisé un vrai holdup sur le secteur sans provoquer d'émotion particulière. Mais pendant ce temps-là les collectivités continuent de devoir garantir les prêts passés par ces opérateurs pour la construction de logement, lesquels prêt sont passés auprès de leur maison mère en France. D'un côté le gouvernement annonce qu'il veut accorder plus d'autonomie au territoire et de l'autre il envoie ses cerbères recentraliser tous les secteurs.

*« La puissance de l'Etat est une puissance de concentration. La propriété au rebours est une puissance de décentralisation », Proudhon*

Nou artrouv'

**David Gauvin**

# REMERCIEMENTS DE LA FAMILLE BIEDINGER



## **Son épouse Simone Biedinger**

Ses 3 enfants

Ses 6 petits enfants

Sa famille

Expriment leur profonde gratitude et leurs chaleureux remerciements à tous ceux qui les ont accompagnés et aidés : famille, amis, camarades, le Groupe de Dialogue inter-religieux dont Monseigneur l'Evêque Gilbert Aubry, Monsieur Idriss Issop Banian, le Swami du Port, infirmiers, kinésithérapeute, orthophoniste, l'équipe du protocole palliatifs du CHOR, l'ARAR, les médecins, lors des soins délicats et du décès de leur époux, père, grand-père d'amour :

Lucien Biedinger dit lulu, survenu le 23 novembre 2020 au Port, à l'âge de 74 ans.

Votre soutien est un hommage au mot d'ordre porté par lulu : « *alon met la main ansanm, an dalonaz* ».

Lulu restera toujours dans notre cœur plein de son amour.



## LA KILTIR LA PA KANTITÉ NÉGLIJAB ! PA DITOU !

**Néna inn-dé zour mwin la lir dsi in rézo sosyal dè kozman : inn téi di an parlann Madégaskar li sava aprann la lang banna é l'ot té réponn :la pa sa va done banna manzé. Mi arpran sa konmsa pars sé in kékshoz tipik lo mépri désèrtin néna pou la kiltir kan sé pa la kiltir fransèz- l'albosantrik si zot i vé, kan sé la kiltir malgash, kréol rényonèz, komor é d'ot.**

Pou mwin in zizman konmsa i doizète rovi. Pa pars mwin néna in poinnvizé alimantèr dsi la kiltir, mèm si mi pans dann la kiltir demoun i pé gingn zot vi, mèm si mi pans i pé an avoir in lindistri la kiltir .Donk, mi ronyé pa lo laspé ékonomik la kiltir, mé alon parl la kiltir an déor d'son koté ékonomik.

Ni pé , par ébzanp prann la késtyon lidantité. Mi espèr zot i pans kan i parl lidantité nou lé anplin dann la kiltir, é in pé loinn la prodiksyon kiltirèl donk lo laspé ékonomik la iltir..L'idantité i kont pa an euro, sa i vann pa, sa i ashtë pa. Ala ké ni di l'idantité i donn pa bann pèp manzé ;mé alon kalkil in kou pliss a fon..Lidantité épi son rovandikasyon i pé ranfors lo santiman nou sé in pèp nout tout ansanm- i pé apèl sa patriotism- é si ni lanss in bataye ékonomik santiman-la, lo patriotism, i pé pèrmète anou alé pli vite, alé pli loinn, alé pli for pou gingn nout bataye ékonomik. Si lé vré ni pé dir avèk lidantité i sava pa la boutik, mé mi pans i pé dir lidantité é son konkète i pé zoué in gran rol dann nout bataye pou nout dévlopman, sète nout péi épi sète nout pèp.. ;Sa lé vré pou nou konm pou nout bann frèr loséan indien.

Alor mon bann zamiz, mon bann zami, i fo nou néna in gran konsidérasyon pou la kiltir in pèp a komansé pou la n'ote. Dabor pars sé sa k'i fé ké pou nou néna in pèp avèk son konsyans Si in zour in moun i di dovan zot la kiltir ranpli pa lo frigo, i rouv pa la port la boutik,détronp ali.Mwin la déza antann dir la kiltir i transand la vi d'in péi épi sète in pèp dann toutt son bann dimansyon :lo lékonomik, lo sosyal, lo l'vironemantal : mi pans ni doi rofléshi la dsi mé dann in promyé létap ni doi kalkil linteraksyon rant lékonomik, lo sosyal, l'vironemantal épi lo kiltirèl.

Pars inn i azi dsi l'ot, é zot kat i azi rantre zot, inn dési l'ot é vis-vèrsa pou amenn anou agingn nout bataye not dévlopman firab ; alé ! Mon bann dalon, mon bann kamarad mi asir azot la kiltir la pakantité néglizab. Pa ditou.

**Justin**

**Témoignages**  
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

71ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;

1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques

Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433